

Optimisme ? La France prévoit une baisse de ses émissions en 2013

La France prévoit de lever 170 milliards d'euros de dette à moyen et long terme (nets des rachats) en 2013, soit huit milliards ou 4,5 % de moins que cette année grâce à une baisse du déficit prévisionnel de l'Etat et à l'impact positif de la faiblesse des taux de marché. La nette hausse des amortissements de dette arrivant à échéance l'an prochain limite toutefois l'ampleur de la baisse de ce programme.

L'Agence France Trésor, l'organisme qui gère la dette souveraine française, a annoncé vendredi 28 septembre, que ces émissions serviraient à financer des besoins de l'Etat ramenés à 171,1 milliards pour 2013 contre 182,8 milliards en 2012 (ce dernier montant a été relevé par rapport à la précédente estimation de 178 milliards). Les besoins de financement recourent le déficit budgétaire prévu à 61,6 milliards d'euros, soit 22 milliards de moins qu'en 2012, et le remboursement de 107,9 milliards d'euros de dette à moyen et long terme (BTAN et OAT) arrivant à échéance l'année prochaine. Par comparaison, les amortissements de 2012 atteignent 97,9 milliards d'euros.

Leur hausse est la conséquence des importants montants levés ces dernières années, avec un pic de 188 milliards en 2010. Le montant définitif du programme sera connu en décembre en fonction des rachats supplémentaires éventuels que pourrait encore effectuer d'ici la fin de l'année l'AFT sur les marchés. Ces opérations servent à alléger le poids des remboursements de l'année suivante, et l'AFT a déjà racheté 17 milliards d'euros de titres arrivant à échéance en 2013 depuis le début de l'année.

L'Etat français a bénéficié en 2012 d'un environnement très favorable sur les marchés obligataires, qui lui a permis de se financer à des taux historiquement bas depuis la création de l'euro : le taux moyen de ses émissions de BTAN et OAT s'élève ainsi à 1,98 % depuis début 2012 et celui de la dette à court terme (BTF) d'échéance trois mois, à 0,06 %. Le tout s'est traduit dans les comptes de la France par des primes d'émission de 5,6 milliards d'euros à ce jour, et la charge de la dette de l'année devrait se situer autour de 46,7 milliards d'euros alors qu'elle était estimée à 48,8 milliards dans le budget initial voté à l'automne 2011. Pour 2013, elle est inscrite à 46,9 milliards dans le projet de budget, et ce sur la base de prévisions jugées « très prudentes » en termes de niveau de taux moyen : 0,25 % pour les BTF à trois mois et 2,9 % pour les obligations de référence à 10 ans. Par comparaison, les dernières adjudications de BTF à trois mois et d'OAT à dix ans ont été faites au taux moyen pondéré de -0,016 % pour la première et 2,21 % pour la seconde.

La part du papier court terme dans la dette publique de la France devrait ainsi être ramenée à 12,1 % à la fin de l'année contre 13,5 % à la fin 2011, après avoir atteint un plus haut de 18,6 % en 2009, au plus fort de la crise financière.